



PRENONS PARTI

Journal Alternatif de Luttés et d'Informations du Nouveau Parti Anticapitaliste de la Vienne

Pour Rémi, ni oubli, ni pardon !



Hommage à Rémi Fraisse sur le site de Sivens, le 2 novembre 2014 (SCHEIBER FRED/SIPA) © rue89

Depuis plusieurs mois, les mesures répressives du gouvernement se multiplient (traque des sans-papiers, interdiction de manifester...). Hollande et Valls sont dans la continuité des Sarkozy, Hortefeux ou autres Guéant.

La mort de Rémi Fraisse, survenue suite à une manifestation contre le barrage anti-écologique de Sivens dans le Tarn est encore plus violente. Les forces de l'ordre (avec l'État à sa tête) n'hésitent plus à tirer sur les manifestants, allant jusqu'à les tuer et justifiant ceci par la « violence » des manifestants.

Le PS, comme l'UMP auparavant cherche bien à faire la chasse à « l'ultra-gauche » ou aux « activistes radi-

caux » (pour les citer) et par là à tout ceux qui résistent encore face au rouleau compresseur néo-libéral.

Manifester est un droit que l'on ne nous enlèvera pourtant pas.

En mémoire de Rémi, nous demandons l'arrêt des travaux des projets inutiles, comme le barrage Sivens, mais aussi le désarmement de la police et la démission du Ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, pour ce crime d'État commis par ses « forces de l'ordre ».

C'est le sens que nous donnons aux manifestations auxquelles nous participons, avec d'autres, depuis ce tragique événement.



SOMMAIRE

Edito - Le saviez-vous ? La mairie demande l'augmentation de la TCFE, taxe sur l'électricité !

Page 2

NON à la LGV Poitiers-Limoges !

Page 3

Rouges et verts, anticapitalistes et démocratiques. L'écosocialisme

Page 4

Publicité : la dictature du capital

Page 5

Côté ciné : Samba

Page 5

Le gaspillage alimentaire - 1ère partie

Page 6

FN - Une escroquerie raciste et populiste !

Page 7

Ca se passe à Poitiers !

Page 8

Agenda

Page 8

Retrouvez notre dossier spécial dédié à la situation du peuple Kurde dans le Hors-Série de 8 pages à l'intérieur de ce journal.

Edito

Le saviez-vous ?

Sur nos factures d'électricité, il existe 4 taxes dont la TLCFE (Taxe Locale sur la Consommation Finale d'Electricité), mise en place en 2011. Le coefficient multiplicateur de cette taxe est fixé par les communes et le Conseil Général. Il doit être compris entre 0 et 8,5. A Poitiers, il a été voté lors du Conseil Municipal de Septembre de fixer ce coefficient à 8,5 (soit le maximum « légal ») ce qui équivaut à une augmentation de 1,67% par rapport à l'an dernier.

Pourtant la mairie pourrait décider de ne pas taxer les ménages en mettant le coefficient à 0. Cette taxe va aggraver la précarité énergétique d'une grande partie de la population notamment les foyers les plus modestes, qui ont des chauffages électriques dans des logements mal isolés.

La part locale de la TLCFE entre directement dans les caisses de la ville de Poitiers sans contrepartie pour les habitants et n'est finalement qu'une « source de revenus » pour la ville. Cet argent pourrait au moins être investi dans des travaux afin d'alléger les factures énergétiques de la ville ou de ses habitants, mais il n'en est rien.

Comment ne pas être indigné quand on sait qu'EDF fait plusieurs milliards de bénéfices chaque année et que l'on demande encore aux précaires de se serrer un peu plus la ceinture ? Tant que l'électricité et le gaz seront gérés par des groupes privés, l'objectif principal sera d'engranger des bénéfices en augmentant les tarifs et en licenciant des salariés !

C'est pour cela qu'il est temps de mettre en place un véritable service public de l'électricité et du gaz. La quantité nécessaire à la consommation moyenne quotidienne doit être gratuite puis les tarifs doivent être augmentés pour les pollueurs et les gaspilleurs.

L'électricité n'est pas une marchandise comme les autres, elle est un bien vital de première nécessité et doit rester accessible par tous.

**Manon Labaye,
Militante NPA et Conseillère Municipale « Osons Poitiers »**

Dernière minute !

Communiqué du Comité poitevin contre l'aéroport de NDDL, lundi 3 novembre 2014

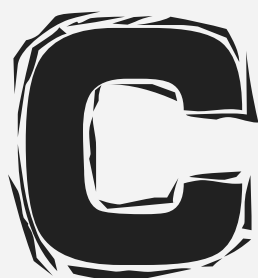
Face à l'horreur de la mort de Rémi Fraisse, tué par les gendarmes mobiles, une manifestation en sa mémoire a eu lieu à Poitiers jeudi 30 octobre.

Elle est partie paisiblement du centre ville avant de descendre vers la porte de Paris via la gare.

La police a alors bloqué la chaussée, contraignant les manifestant.e.s à rejoindre le trottoir, et les filmant de très près. Quelques centaines de mètre plus loin, les voilà coincé.e.s sous les arcades du boulevard Chasseigne.

Sans raison et en quelques secondes, plusieurs policiers en civil foncent au milieu du groupe et matraquent. Un policier en uniforme donne des coups de pieds. Plusieurs personnes sont à terre, celles qui peuvent s'enfuir, d'autres subissent un contrôle d'identité. Trois manifestants sont arrêtés et passent 24 heures en garde à vue, deux d'entre eux sont inculpés pour violences et outrage.

Le comité poitevin dénonce les intimidations de la police à l'encontre des manifestant.e.s, et toutes les violences policières, à Poitiers, Sivers et partout ailleurs.



ontacts

Adresse postale : NPA - Fédération de la Vienne, BP 152, 86004 POITIERS

Courriel : contact@npa86.org

Site web : www.npa86.org

Facebook : www.facebook.com/npa.poitiers

La LGV Poitiers-Limoges

Un projet inutile, coûteux, écologiquement catastrophique et socialement injuste

Le 27 juin 2013, le rapport de la commission Mobilité 21 « pour un schéma national de mobilité durable », commandé par le ministre des transports, catégorise le projet LGC SEA Poitiers-Limoges comme une « seconde priorité » qui doit être approfondi et envisagé pour la période 2030/2050.

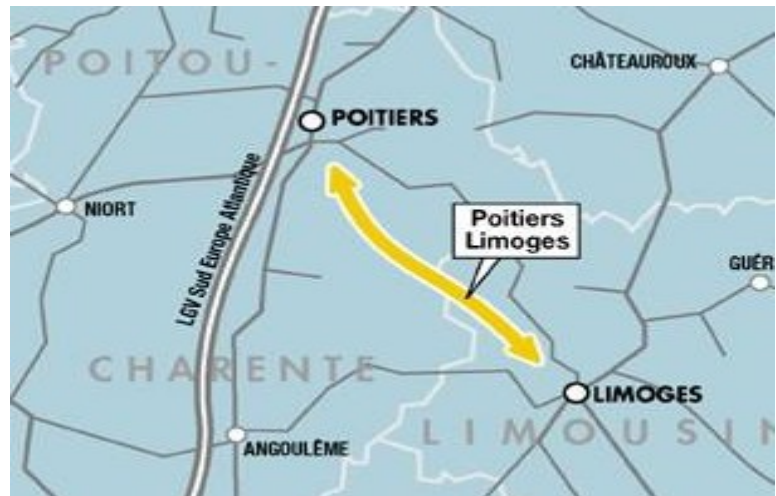
C'est donc contre toute attente que le président PS du Conseil Régional du Limousin, la présidente PS du Conseil Général de la Haute Vienne, le maire UMP de Limoges, le président PS de l'agglomération de Limoges et l'ancien préfet du Limousin sont allés, en secret, rencontrer le président HOLLANDE le 29 septembre dernier pour demander de ressortir des cartons le projet de LGV Poitiers-Limoges, et avoir une assurance de financement d'état et il semble qu'ils aient été entendus.

François Hollande n'oublie pas le Limousin et ses « copains et coquins » : La LGV Poitiers-Limoges c'est une idée de Monsieur RAFFARIN pour faire plaisir à Madame CHIRAC en 2003.

François Hollande se paye le luxe de leur promettre un financement qu'il ne peut pas tenir, mais peut-on vraiment être surpris par cette décision arbitraire non-officielle ?

Après le déni de démocratie dont ont fait preuve les élus pour imposer cette ligne aux populations sans aucune concertation, nous assistons aux reculs récurrents de ce gouvernement qui renie ce qu'il avait pourtant confirmé : la ligne LGV Poitiers-Limoges est inutile et non rentable.

Un projet absurde qui suscite colère et indignation !



© <http://www.developpement-durable.gouv.fr>

La LGV Poitiers-Limoges c'est une voie unique de 123 kms, qui coûterait au moins 2 milliards d'euros, pour gagner quelques minutes seulement.

Les collectivités vont une fois de plus s'endetter pour 40 ou 50 ans pour une ligne qui ne répond pas aux besoins de déplacements quotidiens des habitants.

La LGV SEA est un exemple de ce gâchis financier, comme le serait l'aéroport Notre-Dame-des-Landes. Stop aux projets inutiles !

La LGV Poitiers-Limoges c'est le train pour quelques-uns contre le train pour tous !

Il existe d'autres solutions :

- Moderniser la ligne TER Poitiers-Limoges avec ouverture au fret,

- Rénover la ligne existante dite POLLT (Paris, Orléans, La Souterraine, Limoges, Toulouse) Cela coûterait quatre fois moins cher que la LGV et répondrait aux besoins de déplacement des habitants.

Le Limousin est 100% pour la ligne, il faut dire qu'ils ont déjà payé 60 millions d'euros pour un « droit d'entrée » ça aide !

Mais qu'en est-il de la Vienne ?

Le député-maire de Poitiers Alain CLAEYS est « pour » mais semble prudent, bien que tenace « ça prendra du temps » annonce-t-il.

Le département de la Vienne déclare ne pas vouloir payer pour cette ligne tout comme la région Poitou-Charentes, mais comme les marchés, les élus c o n n a i s s e n t d e s « fluctuations ».

Le Conseil Régional du Limousin vient de voter de nouveaux crédits pour les études de la ligne, à hauteur de 5,5 millions d'euros.

Depuis 2007, 30 millions d'euros ont déjà été dépensés pour les études pour la ligne, mais le coût total dépassera les 150 millions et de nombreux financeurs de la première heure se désistent, ce qui entraînera une augmentation de la part du financement des collectivités restantes.

Ce n'est pas tenable, ce projet serait un désastre pour l'aménagement du territoire et ne doit pas se faire.

Maryse Desbourdes

Rouges et verts

Anticapitalistes et démocratiques

L'écosocialisme prend de l'ampleur et est de plus en plus une référence idéologique dans le monde.

Comme nous nous en revendiquons et que nous justifions notre activité politique dans cette perspective, nous souhaitons revenir brièvement sur ce qu'est l'écosocialisme.

Michaël Löwy, l'un des fondateurs du courant l'explique* en ces termes « *L'écosocialisme est un courant politique fondé sur une constatation essentielle : la sauvegarde des équilibres écologiques de la planète, la préservation d'un environnement favorable aux espèces vivantes – y compris la nôtre – sont incompatibles avec la logique expansive et destructrice du système capitaliste* ».

Plus loin « *Seule une prise en charge collective et démocratique permettrait à la fois de répondre aux besoins sociaux réels, de réduire le temps de travail, de supprimer les productions inutiles et nuisibles, de remplacer les énergies fossiles par le solaire. Ce qui implique une incursion profonde dans le régime de la propriété capitaliste, une extension radicale du secteur public et de la gratuité, bref un plan écosocialiste conséquent* ».

Notre ambition politique est de lier le rouge et le vert. Notre écologie ne se conçoit pas hors des questions sociales. Nous revendiquons même une précieuse analyse marxiste des phénomènes économiques et pensons qu'il faut en finir avec le capitalisme par un changement révolutionnaire de la société. Mais nous apportons aux travaux de Marx des revendications écologiques et antiproductivistes. Au même titre, cette société écologiste et socialiste ne pourra être que féministe, antiraciste et internationaliste. Bien sûr, cela

passera par la construction d'un monde démocratique. Nous défendons même l'idée de *démocratie permanente*, à l'encontre de l'*écofascisme* souhaitant imposer des choix *scientifiquement prouvés* sans l'accord des peuples. Löwy, toujours, revient sur cette question « *quelle garantie a-t-on que les gens feront les bons choix, ceux qui protègent l'environnement, même si le prix à payer est lourd ? Car le prix sera le changement d'une partie de leurs habitudes de consommation.* »

Une telle garantie n'existe pas. On ne peut se fier qu'à la rationalité des décisions démocratiques. Il est certain que le peuple fera parfois des erreurs et des mauvais choix, mais les experts ne font-ils pas eux-mêmes des erreurs ? ».

Ernest Mandel, intellectuel belge, revient sur la question démocratique et l'idée que tout le monde fait des erreurs « *Tout le monde fait des erreurs(...). Cependant, il y aura une différence essentielle entre eux (le peuple) et leurs prédécesseurs (les capitalistes). Dans tout système où le pouvoir est inégal(...), ceux qui prennent les mauvaises décisions sur l'attribution des ressources sont rarement ceux qui paient les conséquences de leurs erreurs* ». Ce qui ne sera pas le cas avec l'écosocialisme.

Nous allons dans le reste de ce dossier présenter quelques mesures claires qui vont dans le sens de l'écosocialisme car même si notre objectif est de détruire le capitalisme, nous travaillons dès maintenant à des mesures d'urgence qui nous renforcent dans notre lutte globale.

**Ecosocialisme. L'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste.* Éditions Mille Et Une Nuits. 2013.

ML, AR et JC

Quelques mesures éco-socialistes concrètes...

Une prévention et une gestion locale des déchets...

Transformons la prévention, la collecte et le traitement des déchets en un service public local, géré de façon « responsable » par la collectivité.

Ainsi, ce service public aurait entre autres missions la prévention qui limiterait l'impact du sur-emballage de nos produits de consommation courante sur nos poubelles.

Il pourrait également gérer plus efficacement le tri et la transformation des déchets recyclables et l'incinération des déchets non-recyclables en tentant de limiter les incinérations massives qui ont cours actuellement pour rendre notre air un peu plus respirable.

La gratuité des transports...

Depuis de nombreuses années, le NPA 86 défend la gratuité des transports, notamment celle du bus de ville, aujourd'hui régis par la société Vitalis.

A ce sujet, nous vous conseillons la lecture de *Voyageurs sans ticket, liberté, égalité, gratuité* de Magali Giovannangeli et Jean-Louis Sagot-Duvaurox paru en 2012 aux éditions du Diable Vauvert.

La gratuité de l'enseignement supérieur...

En procédant par étape, mais en intégrant la formation, le logement et la Restauration Universitaire, cette gratuité de l'enseignement supérieur assurerait des conditions décentes d'apprentissage pour des milliers d'étudiants actuellement obligés de travailler pour des salaires dérisoires et de vivre dans des logements proches de l'insalubrité pour espérer suivre leurs cours.

Publicité : La dictature du capital

La publicité représente, d'une certaine manière, la domination capitaliste.

Elle se niche partout : à la télé, la radio, dans les médias, dans la rue, sur des prospectus (dans les boîtes à lettres, sur les voitures...), sur les personnes (hommes sandwiches, vêtements...).

C'est un véritable fléau. Nous sommes tous submergés par la publicité, fétiche de la société de consommation. En 2012, à la télévision, 2768 heures de spots publicitaires ont été diffusées sur 8784 heures de télé.

En permanence les hommes sont rabaissés à un statut de consommateurs sans que cela ne soit massivement remis en cause. Pourtant, au même titre que le système capitaliste, la pub est une absurdité car elle est une des principales responsables de la pollution (par une consommation de masse d'énergie, de travail et de matières premières) simplement pour enrichir une poignée de nan-

tis. L'entreprise Facebook, par exemple, enregistre au 3ème trimestre 2014, 802 millions d'€ de bénéfices grâce à la pub. Autre chiffre totalement irréaliste, 30 secondes de pub sur TF1 coûte en moyenne 95.000€.

La question se pose alors d'en finir avec la publicité. D'une part parce que c'est un choix de société qui en découle. Souhaitons-nous accepter encore et toujours le tout-marchand, au détriment de l'utile et de la qualité ? Ne voulons-nous pas penser un autre modèle de développement, où l'on travaille moins mais où l'on travaille tous, et où la production serait définie en amont pour produire le strict nécessaire ?

D'autre part, parce qu'une conscience écologique minimale nous y pousse. Il faut réduire la consommation d'énergie globale (pour



Source : wikipedia © Naomi Klein

sortir du nucléaire par exemple) et donc supprimer les productions inutiles.

Encore une fois, il y a des emplois à créer dans d'autres domaines pour répondre aux besoins humains. La publicité n'en est pas. Elle est néfaste à nos vies et à notre environnement. C'est pourquoi une société « No logo ! » est à bâtir, puisque nos vies, notre Terre, nos passions et nos besoins valent bien plus que leurs scandaleux profits.

Roth Aleks

CÔTÉ CINÉ



Sortie : 15 octobre 2014

Réalisation : E. Toledano et O. Nakache

Avec : O. Sy, C. Gainsbourg, T. Rahim et I. Higelin

Sénégalais vivant en France depuis 10 ans, Samba enchaîne les petits boulots et cherche à tout prix à obtenir des papiers. Alice est une cadre sup' qui, pour vaincre un féroce burn-out, fait du bénévolat dans une association qui vient en aide aux sans-papiers.

C'est l'histoire de deux destins qui se croisent et s'accrochent.

Samba hésite à chaque seconde entre le film politico-sociologique et la comédie romantique. Evidemment, le film n'est pas un documentaire, le sujet n'est pas très approfondi, il doit rester un film « grand public ».

L'énorme capital sympathie d'Omar Sy a le bénéfice de faire parler d'immigration, du modèle fran-

çais d'intégration, des centres de rétention et du trop fameux OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français).

J'ai trouvé particulièrement réussi le plan-séquence du début du film où le spectateur est promené dans les coulisses d'un grand restaurant. Cela commence en salle, ça rit, ça chante, il y a du monde et du bruit. Cela se termine au fond des cuisines, à la plonge, où l'on rencontre Samba, seul.

De nombreux critiques ont trouvé les acteurs nuls et insignifiants. Peut-être ont-ils juste oublié que Samba n'est pas la suite d'Intouchables.

HLanoue

Le gaspillage alimentaire

Du champ à l'assiette, un tiers des aliments produits finissent à la benne. Les particuliers sont parmi les premiers concernés.

Le gaspillage alimentaire est un vaste terrain d'investigation, fourmillant de ramifications pour qui s'intéresse à la question et surtout pour qui cherche des réponses et des solutions et est ponctué d'obstacles plus ou moins franchissables pour le « petit particulier » qui cherche son chemin.

Le premier de ces obstacles est la quantification de la masse de déchets représentée par le gaspillage alimentaire. Et pour cause, tous les acteurs de la chaîne, des producteurs aux consommateurs, ont du mal à reconnaître leur part de responsabilité dans ce fléau.

Pour tenter de faire une évaluation la plus proche possible de la réalité, nous pouvons lire le « rapport intermédiaire de l'étude relative au gaspillage alimentaire » publié en juillet 2011 par la Direction Générale de la Prévention des Risques du Ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.

Malheureusement, force est de constater que ce rapport lui-même peine à donner des chiffres parfaitement fiables, puisqu'il s'appuie sur différentes enquêtes, études et relevés, judicieusement regroupés dans un paragraphe intitulé « Essai de quantification ».

Néanmoins, le rapport fini par proposer l'estimation récapitulée

dans le graphique ci-contre.

Si l'on tient compte du fait que ce rapport a déjà trois ans et que la population française est estimée à 66 millions d'habitants au 1^{er} janvier 2014, cela représente environ 110kg/an/habitant de nourriture jetée à la poubelle pour un coût estimé de 500€.

Nous pouvons constater que le « grand méchant » du gaspillage alimentaire n'est ni les industries agroalimentaires, ni les distributeurs mais bien les consommateurs avec plus de 66% de la production de gaspillage.

Il nous faut maintenant relativiser ce chiffre impressionnant, en effet, nous ne pouvons pas considérer l'intégralité de cette production de déchets alimentaires comme du gaspillage. Il faut distinguer trois cas :

Le gaspillage évitable : la nourriture, qui, à un certain moment avant d'être jetée, était mangea-

ble (tranches de pain, pommes, viande, etc.)

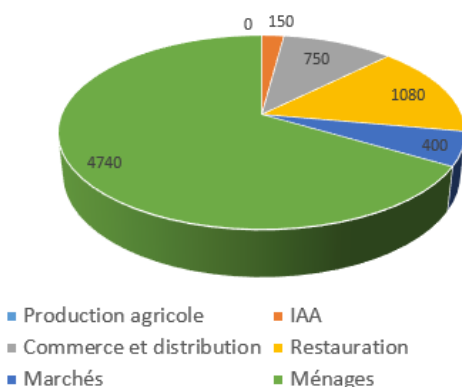
Le gaspillage potentiellement évitable : la nourriture que certains mangent et d'autres pas (croûte du pain, peau des pommes de terre, fanes des radis, etc.)

Le gaspillage inévitable : ce qui ressort de la préparation de la nourriture et n'est pas mangeable dans des circonstances normales (os, coquilles d'œuf, écorce d'ananas, etc.)

Diverses estimations laissent supposer qu'entre 30 et 60% (disons 45% pour faire une moyenne) des déchets alimentaires sont à considérer comme du gaspillage évitable. Si l'on considère le chiffre précédent de 110kg/an/habitant, cela représente tout de même environ 50kg de nourriture parfaitement consommable jetée à la poubelle par chaque français tous les ans !

Denis Boulebas

Quantité annuelle de déchets alimentaires en milliers de tonnes



La triple distinction du type de gaspillage soulève d'ailleurs une simple question : qu'est-ce que le gaspillage alimentaire ? Une réponse tout aussi simple serait : tout aliment que l'on jette alors qu'il pourrait être mangé !

« Mais on s'aperçoit très rapidement que cette définition est insuffisante car il est difficile de distinguer déchet, perte et gaspillage. Les épluchures de légumes sont-elles du gaspillage ou simplement un déchet alimentaire inévitable ? Qu'en est-il des déchets donnés à un animal domestique ou mis au compost dans le jardin ? Les plats jetés à la fin d'un service en restauration collective sont-ils du gaspillage ou un déchet lié à l'application de la réglementation ? Et les fruits et légumes qui sont laissés au champ et qui s'y décomposent sont-ils un gaspillage, une perte ou encore un amendement ? »

© Rapport intermédiaire de l'étude relative au gaspillage alimentaire, 2011

Les trois états proposés à la fin de l'article prennent leur source dans une des définitions du gaspillage alimentaire proposées par le *Government Office for Science* en 2011, une définition centrée sur le déchet : de la nourriture destinée à la consommation humaine, qui, à un endroit de la chaîne alimentaire, est jetée, perdue, dégradée ou dévorée par des ravageurs. Cette définition n'inclut pas les parties non comestibles, tels que les peaux, les feuilles, les graines, les queues et les trognons. Elle est proche des concepts de gaspillage alimentaire couramment utilisés, plus portée sur le stade de la consommation que sur les stades précédents.

Front National

Une escroquerie raciste et populiste pour les classes populaires et les jeunes



Dans le Poitiers Mag d'octobre 2014, le FN, par l'intermédiaire d'Alain Verdin s'en prend au « système UMPS » qu'il fustige comme « le cauchemar des français ».

L'élus frontiste dénonce en quelques mots « la crise sociale ». Sans pointer les causes de cette crise, il s'en prend d'un coup à une loi qui attribue « 750€ » à toutes les personnes de « 65 ans » et plus. Le FN voit ici un scandale car, dans le même temps, « la crise » oblige à « des millions de nos concitoyens à se serrer la ceinture ».

Ce serait donc la logique « égalitaire » qui « diviserait les français » car comment « trouver normal qu'une personne n'ayant jamais participer à l'économie du pays obtienne cette pension ? ».

Voici d'après Verdin une preuve de « l'égalitarisme socialiste, sourd et aveugle », de prime soutenu par l'UMP...

La conclusion est un modèle du genre : UMP et PS c'est « blanc bonnet et bonnet blanc » pour ne

pas dire « tous pourris »

Tous les ingrédients de l'extrême-droite sont réunis. Désinformation, racisme, populisme...

Désinformation dans un premier temps car tout le monde participe à l'économie. Les pauvres aussi car, dès lors que vous achetez quelque chose, vous participez à l'économie par l'acte d'acheter mais aussi par la TVA, impôt injuste payé au même tarif par les riches et les pauvres.

Racisme car lorsque l'étranger n'est pas mentionné, il est bien à deviner entre lignes, notamment quand ceux qui se serrent la ceinture sont « nos concitoyens » et que les autres profitent du système. Par ailleurs, le racisme anti-pauvre est ici flagrant. Utiliser une tribune pour s'en prendre à des personnes ne gagnant que 750€ par mois sans dire un mot sur les dividendes versés aux actionnaires, c'est choisir le camp des puissants : le camp historique du FN. Populiste car même s'il est logique de rejeter à la fois l'UMP et le PS, qui mènent des politiques de droite tous les deux, il est assez drôle de le faire après avoir dit que le PS mène une politique assimilable à un « socialisme égalitariste ». Quand on voit dans quelle misère sociale est jeté le peuple par le PS (et l'UMP avant), on se demande dans quel monde vivent les dirigeants du FN. D'autant qu'il y aurait effectivement besoin d'une vraie politique écosocialiste pour sortir de la crise.

Le FN lui, propose de serrer encore plus la ceinture, de taper plus fort avec la matraque, et de préférence sur les étrangers. Ne les laissons pas faire !

Roth Aleks

**L'égalité
n'est pas
toujours la
justice !**

Ceci est l'égalité



Ceci est la Justice



© Derpina.fr

ÇA SE PASSE À POITIERS !



© npa86.org

Une centaine de personnes (une dizaine selon la police) s'était donné rendez-vous au BiblioCafé le 10 octobre dernier afin de débattre avec Alain Krivine de l'enseignement de mai 68. La sociologie de la salle était à l'image du débat, c'est-à-dire avec des personnes plutôt âgées, acteurs de mai 68, et beaucoup de jeunes, venus écouter une analyse historique et politique.

Après un rappel des événements et de l'engagement quasi-total de la population ouvrière et étudiante en mai 68, Alain enchaîne avec un débat sur les perspectives actuelles : pour gagner, il faut un débouché politique crédible, un parti anticapitaliste fort, unitaire et pluraliste.

Bulletin de souscription

Nom :

Prénom :

Adresse postale complète :

.....
.....
.....

Courriel :

J'autorise le NPA 86 à m'envoyer des informations par courriel.

Chèque à l'ordre de « N.P.A. Souscription »

Nouveau Parti Anticapitaliste
Fédération de la Vienne
BP 152
86004 POITIERS

Nouveau Parti Anticapitaliste
Siège national
2 rue Richard Lenoir
93100 MONTREUIL

Agenda

Le lundi 15 novembre 2014

Manifestation à l'appel du collectif 3A (Alternative à L'Austérité).

Le lieu et l'heure du rendez-vous seront communiqués sur le site npa86.org

Le lundi 8 décembre 2014

Conseil Municipal de Poitiers à 18h à l'Hôtel de Ville (salle des échevins).

Pour rester au fait de nos actualités, pensez à consulter régulièrement l'agenda du site du NPA86 !

N'oubliez pas...

Le premier mercredi de chaque mois, rassemblement D'ailleurs Nous Sommes d'Ici (DNSI) à 18h devant le Palais de Justice pour protester contre toutes les formes de racisme.

Le premier mercredi de chaque mois, assemblée générale du groupe « Osons Poitiers » (NPA, PG, Ensemble, EELV et des citoyens).

Nous contacter pour y participer.

Et également...



Tous les jeudis, l'hebdomadaire du NPA
Pour une presse libre et militante !